

Information pour la presse
Schaerbeek le 14 septembre 2017

Migrants

Schaerbeek commune hospitalière

Le collectif « Action Commune Hospitalière » organise des opérations d'information devant une quarantaine de communes en Belgique.

Schaerbeek a été sollicitée pour cette action, nous les recevons ce jeudi depuis à 12h30. Distribution d'infos et signature de pétition sont au programme.

Leur demande est simple et juste, renforcer l'accueil des réfugiés, renforcer les liens entre les migrant-e-s et la population locale et soutenir une politique migratoire accueillante...

Le sujet est évidemment à l'ordre du jour. Aujourd'hui, de très nombreuses villes et communes européennes se retrouvent à la « une » de l'actualité parce que des migrants s'y échouent en nombre après avoir été refoulés d'ailleurs. Schaerbeek fait partie de ces villes. « *Nombre de demandeurs d'asile régularisés (plus de 2.000), nombre de réfugiés pris en charge financièrement par le CPAS (+ de 600), migrants recevant l'Aide Médicale Urgente, service communaux dédicacé pour l'accueil des personnes en errance, permanences sociales et juridiques gratuites de première lignes dont bénéficient plus de 600 personnes par mois, dont beaucoup de réfugiés qu'ils soient ou non légalement inscrits sur le territoire, permanences logements sociaux, logements de transit, permanence organisée dans nos locaux avec la Commission d'Aide Juridique du Barreau de Bruxelles..., je crois pouvoir affirmer* », s'exclame Bernard Clerfayt, Bourgmestre de Schaerbeek, « *que nulle autre commune –sauf peut-être Bruxelles-Ville- n'est plus hospitalière que la nôtre. Et pourtant elle est aussi une des communes les plus pauvres du Royaume !*

Sans oublier bien entendu que c'est aussi notre commune, en association avec Molenbeek, qui a développé depuis fin mars 2016 un des premiers service d'accueil spécifique pour les primo arrivants qui propose de soutenir leur parcours d'intégration et plus de 1000 personnes en ont déjà bénéficié».

Depuis plus de 6 mois maintenant – mais le problème revient fréquemment à chaque crise de l'asile – un nombre important de migrants errent sur le territoire de Schaerbeek, squattent des immeubles et des jardins, publics ou privés. Principalement dans le quartier Nord. La proximité de la gare évidemment, avec un minimum de commodités et de l'Office des Etrangers n'y est pas pour rien. Mais depuis la fin de l'été, la commune est confrontée à l'installation d'un véritable camps, avec parfois 700 migrants. Et les associations et les habitants se mobilisent, principalement pour les nourrir. Face à cette situation, la commune a fait appel à de très nombreuses reprises aux autorités fédérales.

... au sein d'un Etat défaillant !

Et ces appels sont restés sans réponse la plupart du temps. Le fédéral considère que ce n'est pas de son ressort ou de ses compétences car ce sont des migrants qui ne veulent pas rester en Belgique, mais rejoindre la Grande-Bretagne. Ils doivent donc être considérés comme des illégaux ou comme des SDF. Schaerbeek a demandé, avec les associations, que le Fédéral ouvre un Centre d'accueil et d'Orientation. Accepté dans un premier temps lors d'une réunion avec le fédéral, cette solution a été malheureusement totalement abandonnée suite au refus clair du Secrétaire d'Etat Franken.

Début septembre, après une réunion avec les autorités fédérales, les communes de Schaerbeek et de Bruxelles-villes ont décidé, avec leur zones de polices respectives, de mener des opérations de contrôle renforcés. Il ne s'agit pas de faire la chasse aux sans-papiers mais de faire face, au regard des obligations des bourgmestres de garantir la sécurité publique, à une situation ingérable tant au niveau de l'hygiène, puisque des risques de contagions de la gale et de la tuberculose ont été objectivés dans un rapport des services régionaux qu'au niveau de la pression exercée sur le quartier et des environs de la gare du nord.

Ces opérations ont permis de contrôler un peu moins de 190 personnes. Une trentaine de mineurs ont pu être placés sous tutelle. Ces contrôles ont été organisés avec le concours de la police fédérale, de la police des chemins de fer et avec l'Office des Etrangers. Seules des opérations « restreintes » ont pu être menées. Des opérations de plus grande ampleur semble être vouées à l'échec, notamment au niveau logistique. Le traitement de l'OE, n'est pas assuré conformément à l'ampleur de la tâche. Ces opérations ont montré que l'Etat belge est défaillant. La faiblesse du dispositif mis en place par les autorités fédérales est significative de l'absence de vision globale et stratégique quant au flux des migrants et réfugiés. Le Bourgmestre Bernard Clerfayt a toujours regretté et regrette encore que ces opérations se limitent à l'aspect « policier ». Le volet « information » des migrants sur les procédures possibles qui s'offrent à eux, n'est absolument pas développé et laissé aux associations qui ne disposent pas des moyens suffisants. L'aspect sanitaire mis en exergue par le rapport du service régional de l'hygiène est également sous-estimé aujourd'hui. Ce jeudi matin, lors d'une nouvelle réunion avec toutes les autorités concernées (fédérales, régionales, zonales et communales), il a été fait mention d'une note réalisée à l'initiative de la Ministre fédérale de la Santé, Maggy De Block. Cette note, qui devrait être remise demain, semble écarter, et nous en sommes heureux, les risques d'épidémies. Aucune autre piste cependant n'a aujourd'hui été présentée pour traiter les migrants malades qui continuent à se disperser dans tout le pays.

Schaerbeek continue à soutenir auprès du fédéral que la création d'une structure style Centre d'Accueil et d'Orientation, constituerait une solution.

Les opérations de contrôle renforcé ont été exécutées par la zone Schaerbeek-Evere-Saint Josse avec respect et humanisme. C'est d'ailleurs les valeurs qui sont mises en avant dans toutes les politiques développées mise en œuvre par Schaerbeek puisque c'est la base du bien vivre-ensemble que nous prônons. Ces opérations de la zone sont aujourd'hui terminées. La zone continuera comme elle le fait quotidiennement depuis des mois et des mois à assurer une présence, à effectuer les contrôles habituels et à suivre l'évolution du problème au cas où elle devrait à nouveau intervenir.

Aujourd'hui c'est la police fédérale qui est aux commandes et qui devra assumer les tâches probablement « géographiquement » plus étendues car les migrants ne se sont évidemment pas « évaporés »